

MARCHE CLIMAT 2026 — Revendications

Derrière le slogan "La Marche Climat — tout le monde y va", il y a des demandes concrètes adressées aux responsables politiques pour assurer le meilleur des avenir possibles pour toutes et tous. Après un été en enfer, la Coalition Climat vous invite à manifester pour que le budget belge soit mis au service de la lutte contre le dérèglement climatique, afin de protéger les Belges et les citoyens et citoyennes du monde entier. En parallèle, la crise énergétique liée au conflit du Détroit d'Ormuz continue de frapper de plein fouet l'ensemble des ménages et surtout les plus vulnérables, renforçant la nécessité de développer nos capacités de produire de l'énergie via le renouvelable.

Chaque dixième de degré compte dans cette lutte contre le dérèglement climatique, et donc chaque euro investi a son importance. Nous marcherons pour rappeler que le coût de l'action sera toujours moindre que celui de l'inaction. Nous marcherons aussi pour rappeler que les ressources financières sont à portée de main si les politiques choisissent de s'en saisir. Nous marcherons enfin pour rappeler qu'une sortie des énergies fossiles est inéluctable si nous voulons une planète habitable, et que cette transition doit être juste et synonyme d'une réduction des inégalités sociales.

1. Se donner les moyens de financer un avenir meilleur

Depuis début 2026, les entreprises fossiles ont engrangé des bénéfices records sur le dos des Belges en tirant profit de la guerre dans le Détroit d'Ormuz. Pour les grandes compagnies pétrolières (Shell, BP, TotalEnergies, Eni, Orlen, Repsol, OMV, Moeve), c'est 7,5 milliards d'euros de surprofits qui ont été injustement réalisés. À moins de mettre en place une taxe permanente sur les profits, la Belgique ne verra pas la couleur de cet argent.

Ensuite, les subsides aux énergies fossiles en Belgique ne font qu'augmenter d'année en année — plus de 15 milliards d'euros en 2024. Ces subsides désavantagent les alternatives propres et encouragent de manière déloyale le recours au pétrole, à l'essence, au mazout ou au gaz fossile. À l'heure de la chasse aux milliards, l'Arizona doit arrêter de nourrir le problème et réorienter cet argent vers les solutions en mettant sur pied un plan pour mettre fin progressivement aux subsides aux énergies fossiles.

2. Restaurer la nature pour qu'elle reste notre meilleure alliée

En ville comme à la campagne, la nature s'est révélée être notre meilleure alliée lors de l'été infernal que nous venons de traverser. Cependant, elle est généralement en mauvais état ou pas accessible à tout le monde. C'est pourquoi la Belgique doit faire de la mise en œuvre ambitieuse du règlement européen sur la restauration de la nature une priorité. C'est une mesure clé pour à la fois s'adapter et lutter contre le dérèglement climatique et ses conséquences.

C'est un choix politique de végétaliser nos lieux de vie pour que les îlots de chaleur deviennent des îlots de fraîcheur. Par exemple en donnant vie à la règle du 3-30-300. Soit pouvoir voir 3 arbres depuis chez soi, assurer 30% de couvert arboré par quartier et avoir un espace vert à moins de 300m. La Belgique doit donc investir dans la nature au lieu de sabrer les budgets qui la protègent.

3. Mener une transition juste, pour un avenir où chaque personne a sa place

La Coalition Climat appelle les gouvernements belges à se doter d'**une stratégie claire et concertée pour mener une transition juste**. Aujourd'hui, celles et ceux qui contribuent le moins à la crise climatique, comme les personnes en situation de pauvreté en subissent les conséquences les plus graves. Une transition juste serait vectrice de plus d'égalité afin que la justice climatique et justice sociale ne fassent qu'un. Le dialogue social et la participation de la société civile, des chercheurs et des jeunes doivent en former le socle.

Pour y arriver, la Belgique doit repenser le monde du travail de demain, dès aujourd'hui : en planifiant **l'accompagnement des travailleurs et travailleuses vers des emplois verts et décents**. Elle doit aussi s'attaquer aux causes des inégalités et de la pauvreté, entre autres en **réinvestissant dans les services publics** comme les transports publics, l'éducation, les soins de santé et la protection civile mais aussi en assurant des logements dignes et des emplois de qualité.

4. S'affranchir des énergies fossiles et dépenser moins d'énergie

La Belgique est condamnée dans l'Affaire Climat à réduire ses émissions de 55% d'ici 2030 et pourtant elles repartent à la hausse depuis deux ans. En parallèle, les prix du pétrole et du gaz s'envolent à chaque crise énergétique impactant les factures de l'industrie comme des ménages. Faire le choix de s'affranchir des énergies fossiles est un choix stratégique pour notre économie, notre santé, notre sécurité et pour une planète habitable.

Pour ce faire, les gouvernements doivent non seulement axer l'approvisionnement énergétique du pays sur **le développement des énergies renouvelables** et électrifier les usages, mais ils doivent aussi mettre en place des politiques climatiques ambitieuses et socialement justes qui

réduisent la demande en énergie. Et ce, tant pour le logement, que pour la mobilité, l'industrie ou pour l'agriculture.

5. Être solidaire et coopérer internationalement

La Belgique a beau être un petit pays, elle peut avancer à pas de géant à condition d'être un acteur qui coopère sur la scène internationale. D'abord en **respectant ses engagements pris sous l'Accord de Paris**, dont celui de limiter le dérèglement climatique sous les 1,5°C de réchauffement. Ensuite, nos gouvernements doivent d'une part **rompre avec les traités qui nous lient aux énergies fossiles** et d'autre part rejoindre les pays qui veulent en limiter la production à l'échelle internationale.

L'effondrement du glacier au Népal rappelle à quel point, des pays qui n'ont pas contribué au dérèglement climatique en sont les premières victimes. En amont de la COP 31, la Belgique doit **augmenter son financement climatique international à 1 milliard €** au lieu de sabrer dans l'aide publique au développement. Elle doit aider ces pays à s'adapter à cette nouvelle réalité mais aussi à se développer sans avoir recours aux énergies fossiles. Promouvoir et soutenir une transition qui soit juste non seulement pour les pays développés que ceux en développement est la clé pour réussir le défi que pose la crise climatique.